



NOTE D'INFORMATION

Cadres de certifications en Europe: établir les liens appropriés

À l'heure où les cadres nationaux de certifications en Europe sont en passe de devenir opérationnels, l'enjeu essentiel est l'intégration politique

La mise en place de cadres de certifications fondés sur les acquis de l'apprentissage est désormais un phénomène mondial. Suivant la récente publication conjointe du Cedefop, de l'ETF et de l'Unesco sur le sujet, de tels cadres sont en cours d'élaboration ou de mise en œuvre dans 142 pays.

Le cadre européen des certifications (CEC) à huit niveaux permet de comparer tous les types et niveaux de certification de différents pays, sous-systèmes et environnements d'apprentissage. Au total, 36 pays coopèrent actuellement à la mise en œuvre du CEC: les 28 États membres de l'UE, plus l'ancienne République yougoslave de Macédoine, l'Islande, le Liechtenstein, le Monténégro, la Norvège, la Serbie, la Suisse et la Turquie.

Le CEC: un point de référence

Fin 2013, 22 de ces pays ⁽¹⁾ auront formellement relié leurs niveaux de certification nationaux à ceux du CEC (processus de «mise en correspondance»); les autres devraient avoir achevé ce processus au cours des deux prochaines années. À terme, les certificats, diplômes et documents Europass nationaux feront référence au niveau correspondant du CEC, ce qui est d'ores et déjà le cas au Danemark, en Estonie, en Irlande, en France, en Lituanie et au Portugal.

L'évaluation externe effectuée en 2012/2013 a confirmé que le CEC est désormais accepté comme point de référence pour les cadres nationaux de certifications (CNC). Mais la clé de sa réussite réside dans la continuité. Les liens entre les niveaux nationaux et européens doivent être régulièrement réexaminés; la confiance mutuelle ne peut s'instaurer sans un échange systématique entre les différents pays.

Encadré 1. **Cadre des certifications pour l'espace européen de l'enseignement supérieur**

Les pays participant au CEC sont aussi parties prenantes au processus de Bologne et mettent en œuvre un cadre des certifications pour l'espace européen de l'enseignement supérieur (CC-EEES). Certains couplent désormais l'autoévaluation de leur compatibilité avec le CC-EEES (effectuée par 17 pays) et la mise en correspondance avec le CEC; ce couplage s'opère grâce au CNC **complet** préalablement mis en place. Plusieurs pays ont remis des rapports conjoints sur les deux cadres: Bulgarie, Estonie, Croatie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Autriche, Portugal et Slovénie.

Le CEC: catalyseur des avancées nationales

Avant l'adoption du CEC en 2008 ⁽²⁾, seuls trois pays – Irlande, France et Royaume-Uni – s'étaient dotés de CNC fondés sur les acquis de

⁽¹⁾ Autriche, Belgique (FL, W), Bulgarie, Croatie, République tchèque, Danemark, Estonie, France, Allemagne, Islande, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovénie et Royaume-Uni.

⁽²⁾ Recommandation du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 établissant le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie. *Journal officiel de l'Union européenne*, C 111 du 6.5.2008, p. 1.

l'apprentissage. Aujourd'hui, les 36 pays participant au CEC élaborent ou mettent en œuvre de tels cadres.

Cela témoigne de l'impact exercé par le CEC sur la classification et la hiérarchisation des certifications au niveau national. Dans la plupart des pays, il s'agit d'un nouveau départ, qui conduit parfois à réexaminer la valeur des certifications et leurs liens réciproques, comme l'illustre par exemple la décision de l'Allemagne d'affecter au niveau 6 de son CNC à la fois les brevets de maîtrise (*meister*) et les diplômes de licence.

Encadré 2. Niveau 5

L'étude du Cedefop sur le niveau 5 du CEC dresse l'inventaire des certifications extrêmement diverses de ce niveau, dans l'optique des acquis de l'apprentissage. Il en ressort que cette optique (dès lors qu'elle relie plus étroitement les certifications au marché du travail) influe sur l'évolution de carrière, mais aussi sur l'accès à l'enseignement et à la formation professionnels (EFP), à l'enseignement général et à l'enseignement supérieur et sur la mobilité des apprenants entre ces trois secteurs.

CNC: un développement en quatre phases

Plutôt que comme une progression linéaire, les expériences initiales en Irlande, en France et au Royaume-Uni incitent à voir le développement d'un CNC comme un cycle continu d'amélioration en quatre phases. Celles-ci, décrites ci-après, peuvent présenter certains chevauchements.

Conception et développement: définir le principe directeur, les objectifs stratégiques et l'architecture du CNC. Fin 2013, la plupart des 36 pays étaient convenus de la structure d'ensemble de leur CNC. **Adoption formelle:** implique un mandat formel, qui peut prendre diverses formes: loi spécifique sur le CEC, modification d'une loi existante, décret, etc. À ce jour, 24 CNC ont été formellement adoptés, le plus récent étant le cadre croate; en Espagne, Roumanie, Finlande et Suède, cette adoption est sur les rails. **Phase opérationnelle initiale:** les

établissements sont tenus de respecter les structures et méthodes formellement adoptées pour le CNC. Durant cette phase, les pays – 11 à l'heure actuelle: Belgique (Flandre), Estonie, Allemagne, Islande, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Pologne et Portugal – s'emploient à définir les modalités pratiques, telles que les rôles et responsabilités des divers acteurs, et à mettre au point les critères et procédures d'affectation des certifications aux niveaux du CNC. **Phase opérationnelle avancée:** le CNC fait partie intégrante du système national de certifications et sert de référence aux services publics, au secteur privé et aux citoyens. Cinq pays sont entrés dans cette phase: Danemark, Irlande, France, Malte et Royaume-Uni.

Pas moins de 28 pays ont opté pour des CNC à huit niveaux sur le modèle du CEC, les autres pour des cadres à 5, 7, 9, 10 ou 12 niveaux. Six pays ont élaboré des CNC partiels, applicables à une gamme restreinte de certifications, tandis que trente pays ont opté pour des **CNC globaux**, couvrant tous les types et niveaux de certification.

Encadré 3. Avancées nationales: l'exemple danois

Le Danemark a adopté un CNC complet (à huit niveaux) en 2009 et a mené à bien le processus de mise en correspondance avec le CEC en 2011. Le CNC danois peut désormais être tenu pour opérationnel et il gagne en visibilité auprès des apprenants. En janvier 2013, le Danemark a commencé à délivrer des certifications d'EFP mentionnant explicitement les niveaux national et européen. Le CNC sert de référence pour concevoir les certifications, tant dans l'EFP que dans l'enseignement supérieur. Les niveaux du CNC sont également utilisés pour structurer les bases de données nationales sur les certifications, contribuant ainsi à une plus large compréhension de l'approche fondée sur les acquis de l'apprentissage. En 2013, le CNC était connu des acteurs nationaux (lors d'une évaluation externe, 70 % des répondants ont déclaré en avoir «une bonne connaissance»).

Mise en pratique des acquis de l'apprentissage

La description des niveaux d'un CNC en termes d'acquis de l'apprentissage diffère suivant les pays. Une récente étude du Cedefop ⁽³⁾ fait apparaître la diversité des stratégies.

Certains pays, tels l'Estonie et le Portugal, utilisent directement les descripteurs de niveau du CEC. Ces deux pays élaborent en parallèle des tableaux exploratoires ou des manuels comportant des descripteurs de niveau plus détaillés.

Un deuxième groupe de pays (Danemark, Finlande, Hongrie, Islande, Norvège, Pologne, Roumanie et Suède) ont élargi les descripteurs du CEC afin de mieux refléter les complexités de leur système national ou de mettre en avant leurs priorités nationales. Le terme «compétence(s)», par exemple, fait l'objet d'interprétations très diverses suivant les pays, allant des compétences générales (Norvège) ou sociales (Pologne) à la compétence en tant que concept générique englobant toute une palette de savoirs, aptitudes et attitudes (Belgique, Allemagne et Pays-Bas). D'autres pays (Finlande, Islande et Malte) ont intégré les compétences clés de l'UE dans leurs descripteurs de niveau.

Ouverture aux certifications externes

La plupart des CNC prennent pour point de départ les certifications réglementées délivrées par les autorités nationales. Or, la question des certifications externes – délivrées par d'autres entités – s'est récemment invitée sur le devant de la scène.

Une enquête récente fait apparaître qu'un tiers des 36 pays européens participant au CEC envisagent d'ouvrir leur CNC à une plus large gamme de certificats, diplômes et titres. Une telle démarche permet d'avoir un tableau plus exact des certifications existantes et de renforcer les liens entre la formation initiale, habituellement

dispensée par le secteur public, et la formation continue proposée sur le marché du travail. Tous les pays soulignent la nécessité d'une assurance qualité robuste et certains, parmi lesquels les Pays-Bas, l'Autriche et la Suède, travaillent déjà à la mise au point de critères en la matière.

Encadré 4. Certifications internationales

L'inclusion dans un CNC de certifications conçues et délivrées par des organisations, associations et entreprises internationales ou multinationales pose un problème particulier. Ces certifications n'étant pas directement garanties par les autorités nationales, leur valeur sur le marché du travail et dans la société est incertaine.

Importance croissante de la validation

De nombreux pays voient dans la mise en place d'un CNC l'occasion de mieux intégrer la validation de l'apprentissage non formel et informel dans leur système de certifications. La validation permet aux apprenants d'acquérir des certifications dans le temps, dans divers environnements, et contribue à assouplir le système national. Deux conditions sont nécessaires à cette intégration: l'utilisation de normes de validation identiques à celles qui s'appliquent aux certifications «normales» et l'expression de ces normes sous la forme d'acquis de l'apprentissage.

Certains pays (dont l'Espagne et les Pays-Bas) ont défini des normes communes pour les certifications professionnelles de l'EFP et les qualifications professionnelles issues (ou non) de la validation; l'enseignement supérieur commence aussi à s'ouvrir à la validation.

Alors que la validation est une question de politique nationale, les apprenants sont évalués au regard d'objectifs de programme définis au niveau de chaque établissement. Cela donne lieu à une grande variabilité de pratiques, où il est difficile pour l'apprenant de savoir si ses acquis non formels et informels seront pris en compte par les établissements d'enseignement supérieur.

Pour la plupart, les 36 pays participant au CEC n'ont pas encore établi de liens clairs entre leur CNC et les dispositifs de validation. La

⁽³⁾ Cedefop (2013). *Analysis and overview of NQF level descriptors in European countries* [Panorama et analyse des descripteurs de niveau des CNC dans les différents pays européens].

recommandation du Conseil de 2012 relative à la validation de l'apprentissage non formel et informel insufflera aux pays la dynamique nécessaire pour resserrer les liens entre CNC et validation.

Enjeux politiques

La mise en œuvre des CNC est un chantier à peine entamé et on ne peut prévoir leur impact à long terme. Afin d'assurer que les pays et les apprenants en bénéficient pleinement, les décideurs politiques devraient garder le cap sur trois priorités: **visibilité**, **intégration** et **mobilisation des acteurs du marché du travail**.

- Les citoyens – élèves, étudiants, parents, travailleurs et employeurs – ne sont pas toujours conscients de l'existence des CNC. Certains pays (tels la République tchèque, l'Estonie, l'Irlande, le Portugal et le Royaume-Uni) ont toutefois entrepris des actions de sensibilisation, par exemple en veillant à ce que les niveaux de leur CNC et du CEC soient mentionnés sur les nouveaux certificats, diplômes et documents Europass ou dans les bases de données relatives aux certifications.
- Pour que les CNC facilitent l'accès à l'éducation et à la formation, éliminent les cloisonnements entre les sous-systèmes et conduisent au renouvellement des programmes d'études/de formation et des méthodes d'évaluation, ces cadres doivent être étroitement intégrés dans les autres politiques: validation, orientation, réforme des programmes, dispositifs de transfert de crédits, etc.
- Bien que la plupart des CNC aient été portés par le monde de l'éducation, leur acceptation par le plus grand nombre exige la mobilisation des acteurs du marché du travail. L'ouverture des CNC aux certifications externes, y compris du secteur privé, peut encourager le dialogue entre monde du travail et éducation.
- Les partenaires sociaux devraient être associés aux décisions relatives aux niveaux

des CNC, à toutes les phases du processus. Lors de la phase de développement, ils devraient participer à la définition des descripteurs de niveau; lors de la mise en œuvre, ils peuvent apporter leur contribution à l'affectation des certifications à tel ou tel niveau. En pratique, l'intégration politique et la mobilisation des acteurs du marché du travail exigent aussi une coopération étroite entre différents ministères et services.

Comme toujours, le défi majeur consiste à associer politiques et instruments dans un même ensemble intégré. Les certifications ne sauraient être l'apanage de la seule sphère éducative.

Informations et ressources complémentaires

Cedefop (2013): *Analysis and overview of NQF level descriptors in European countries* [Panorama et analyse des descripteurs de niveau des CNC dans les différents pays européens]

Cedefop (2013): *Qualifications at level 5: benefits for career and higher education* [Certifications de niveau 5: bénéfices pour le parcours professionnel et l'enseignement supérieur]

Base de données bibliographiques de la bibliothèque du Cedefop:

<http://www.cedefop.europa.eu/EN/Information-services/vet-bib-bibliographic-database.aspx>

Pages web du Cedefop: Comprendre les certifications



CEDEFOP

Centre européen pour le développement de la formation professionnelle

Note d'information – 9083 FR

Cat. No: TI-BB-13-009-FR-N

ISBN 978-92-896-1408-5, doi: 10.2801/51987

Copyright © Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (Cedefop), 2013

Tous droits réservés.

Les notes d'information sont publiées en allemand, anglais, espagnol, français, grec, **italien**, polonais et portugais, ainsi que dans la langue du pays assurant la Présidence de l'UE. Pour les recevoir régulièrement, envoyez-nous un courriel à l'adresse suivante: briefingnotes@cedefop.europa.eu

D'autres notes d'information et publications du Cedefop sont disponibles à l'adresse suivante: <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications.aspx>

PO Box 22427, 551 02 Thessalonique, Grèce
Europe 123, Thessalonique, Grèce
Tél. +30 2310490111, Fax +30 2310490020
Courriel: info@cedefop.europa.eu

visit our portal www.cedefop.europa.eu